

Barbara Butch : le boycott est une exigence politique par Decolonial News

Le concert de Barbara Butch au festival Cabaret Frappé de Grenoble a été interrompu samedi 18 juillet après l'irruption de militants pro-palestiniens, parmi lesquels des membres de La France insoumise .

En quelques heures, le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez a dénoncé une « atteinte inacceptable à la liberté de création », et plusieurs figures socialistes ont crié à l'antisémitisme.

Ce réflexe de fermeture des rangs n'a rien d'étonnant : chaque fois que le soutien au régime colonial israélien est publiquement mis en cause en France, le même bloc se reforme, du gouvernement macroniste aux socialistes, pour protéger celles et ceux qui portent ce soutien de toute conséquence sociale ou professionnelle, pendant que le génocide dans la bande de Gaza, le nettoyage ethnique en Cisjordanie et la colonisation de la Palestine en général se poursuivent.

Ce que Barbara Butch a fait, concrètement :

En 2025, elle s'est produite lors d'une soirée privée à la résidence de l'ambassadeur de France à Tel-Aviv, dans le cadre du mois des Fiertés, en pleine poursuite du génocide à Gaza. C'est un cas d'école de *pinkwashing* : le régime colonial israélien mobilise son image de société progressiste en matière de droits LGBT pour affirmer sa supériorité morale et civilisationnelle, et blanchir ainsi sa politique d'occupation et d'extermination. C'est un choix de Barbara Butch fait en toute connaissance de cause, qui a servi les intérêts diplomatiques des forces occupantes israéliennes engagées dans un génocide.

En mars 2026, Barbara Butch a signé, aux côtés d'Élisabeth Badinter, Manuel Valls et Jean-Michel Blanquer , une tribune dans *Le Point* en soutien à la proposition de loi Yadan, portée par la députée macroniste Caroline Yadan.

Sous couvert de lutte contre l'antisémitisme, ce texte visait à élargir le délit d'apologie du terrorisme et à assimiler juridiquement la critique du régime colonial israélien, y compris l'antisionisme en tant que tel, à de l'antisémitisme.

L'antisémitisme est un racisme réel.

L'antisionisme, lui, est le rejet politique d'une idéologie coloniale de peuplement, portée par une force d'occupation.

Confondre les deux revient à sanctuariser ce régime colonial contre toute critique en instrumentalisant la lutte légitime contre l'antisémitisme, pour criminaliser le soutien à la Palestine et faire taire les mouvements antiracistes et anti-impérialistes en France.

Le texte a finalement été retiré par le gouvernement en avril.

Face aux critiques, Barbara Butch a fini par dire qu'elle « n'aurait pas dû » signer, sans jamais retirer sa signature.

Ce n'est pas un désaveu mais une stratégie de communication.

Le boycott n'est pas de la passivité :

Le boycott culturel n'est pas un simple refus individuel d'assister à un concert.

C'est une action collective délibérée, qui vise à empêcher matériellement qu'un événement se déroule normalement, et à le faire savoir.

C'est exactement ce qui s'est passé à Grenoble, où des militants ont rendu visible dans l'espace public une contradiction que les organisateurs préféraient invisibiliser.

Le boycott est une méthode d'action directe qui a historiquement occupé une place importante dans de nombreuses luttes anticoloniales et antiracistes, du mouvement contre l'apartheid en Afrique du Sud au mouvement Boycott, Divestment and Sanctions (BDS) Movement aujourd'hui.

Le requalifier en « intimidation » ou en « antisémitisme », comme le fait le pouvoir en place, est un tour de passe-passe classique pour disqualifier le fond du problème et protéger les intérêts du régime colonial israélien, allié de la France.

Au-delà du boycott, la question de la responsabilité :

Le boycott ne doit pas être la seule réponse, ni une fin en soi. Le régime colonial israélien mène à Gaza une politique qui relève du crime contre l'humanité et du génocide.

Pour les personnalités publiques qui la soutiennent activement, la question n'est donc pas seulement celle de leur programmation artistique, mais de leur responsabilité politique.

Il y a une différence de nature entre demander qu'un événement soit annulé et considérer que les personnes

concernées devraient être combattues pour ce qu'elles soutiennent.

Se limiter à la première option, c'est laisser la question dans le seul registre du symbolique, alors qu'elle relève aussi du politique.

Aucune identité ne confère d'immunité politique :

En quoi être « grosse » et « lesbienne » dispense-t-il de ses responsabilités vis-à-vis d'un génocide ? C'est la question qu'il faut poser à tous ceux qui construisent, depuis des mois, une défense de Barbara Butch fondée exclusivement sur ses identités. L'argumentaire tient sur deux registres.

Le premier est paternaliste : il traite les personnes grosses comme des sujets fragiles, à protéger comme des bébés phoques, incapables d'assumer une controverse politique, ce qui les prive en réalité de leur pleine capacité et responsabilité d'adultes qui font des choix et en répondent.

Le second est celui des hypocrites, qui n'assument pas leur propre sionisme et se servent de ses identités comme d'un paravent commode. Si l'on avait le courage de dire clairement qu'on soutient le génocide à Gaza, on pourrait en débattre sur ce terrain. Mais habiller ce soutien en défense d'une lesbienne juive et grosse contre une « haine » indifférenciée, c'est déplacer le débat sur le terrain de l'identité, où toute critique politique devient suspecte par principe. Être lesbienne, juive ou grosse ne confère à personne d'immunité politique.

La rhétorique de l'innocence de gauche :

Barbara Butch bénéficie d'un soutien actif de personnalités de « gauche » proches du Printemps Républicain, comme Emmanuel Grégoire, Ariel Weil ou Caroline Fourest, qui la présentent comme une victime de la « haine en général », gommant la teneur politique précise des critiques qu'elle reçoit. Cette rhétorique de l'innocence de gauche n'est pas séparable des discours ouvertement d'extrême droite sur le même sujet, elle leur est complémentaire : c'est une complicité de fait entre tous ceux, du Parti socialiste macroniste à l'extrême droite, qui partagent le même intérêt matériel à ce que le soutien au régime colonial israélien ne coûte jamais rien socialement. Cette gauche progressiste, blanche et libérale, sans réel ancrage antiraciste, a un intérêt particulier à défendre Barbara Butch : elle cumule les statuts d'oppression qui en font pour elle une sorte de licorne diversitaire, une preuve vivante de leur propre vertu inclusive. Ce cumul d'identités fonctionne comme un capital symbolique qu'on brandit pour se convaincre d'être du bon côté, sans avoir à interroger ses propres positions structurelles.

Or cette même gauche reste silencieuse, voire complice, quand cette figure érigée en symbole normalise l'occupation israélienne comme quelque chose de banal et de légitime.

Cette convergence révèle la fonction structurelle de l'antisionisme comme cible commune de tout l'échiquier institutionnel français, de la même manière que l'antiracisme conséquent, celui qui nomme le racisme d'État et le colonialisme, dérange systématiquement les mêmes forces. Il n'y a pas d'antiracisme conséquent sans antisionisme.

S'attaquer à Barbara Butch, ce n'est pas s'attaquer à une personne au hasard.

Le problème, c'est de se servir de la lutte contre la grossophobie ou la lesbophobie comme d'un bouclier contre toute critique du soutien qu'elle apporte au régime colonial israélien, qui mène un génocide dans la bande de Gaza et impose un apartheid à l'ensemble de la Palestine.

Mettre en balance un confort identitaire occidental et l'extermination en cours d'un peuple colonisé, c'est un positionnement eurocentré qui inverse l'échelle des urgences.

Ce qui est incompatible, ce n'est pas la défense des minorités et la lutte anti-impérialiste. C'est de se revendiquer « militante de l'amour » tout en refusant, occasion après occasion, de se désolidariser d'une politique d'extermination.

L'équipe Décolonial News